



DEPUTE-E-S FRONT DE GAUCHE
ANDRE CHASSAIGNE

Communiqué

Paris, 4 avril 2013

L'affaire Cahuzac ne doit pas faire oublier l'ANI, une des pires régressions de notre histoire sociale !

Les graves affaires qui se succèdent depuis mardi, qui mettent en cause les pratiques d'une oligarchie coupée des réalités sociales, laissent dans l'ombre un événement tout aussi scandaleux.

En effet, c'est depuis ce même jour que se joue, à l'Assemblée, l'examen du projet de loi de «sécurisation de l'emploi» inspiré par l'ANI. C'est un projet de loi écrit à l'encre du MEDEF. Il contient un nombre de reculs sans précédent dans notre histoire sociale : brèche dans la sécurité sociale, accords de compétitivité-emploi qui permettent l'augmentation du temps de travail et la baisse des salaires, nouvelles procédures de plan sociaux accélérés, plans de mobilité forcée pour les salariés et donc les familles, réduction des délais de prescription pour les infractions des employeurs, entraves à la justice prud'homale, fausse taxation des contrats courts, vraie déréglementation du temps partiel...

Ce pilonnage méthodique et violent du droit du travail ne doit pas rester sous silence. Les Français doivent être informés des régressions qui se trament dans ce texte avec l'aval du Gouvernement, de la majorité, de la droite et du MEDEF.

Les députés du Front de gauche se battent pied à pied contre ce casse du siècle. Ils appellent les Françaises et les Français à se mobiliser massivement le 9 avril pour le retrait du projet de loi !